



Site de Mulhouse

Jeudi 6 septembre, Nicolas Sarkozy sera présent à Mulhouse. Sa récente intervention au MEDEF est une véritable déclaration de guerre contre l'ensemble du monde du travail. C'est pourquoi il faut montrer dès maintenant que nous n'accepterons pas les reculs que lui et son gouvernement au service du MEDEF veulent nous imposer.

Casser le droit de grève pour mieux s'attaquer à tous les salariés

Le gouvernement vient de faire passer son projet de service minimum dans les transports publics et projette de l'élargir à l'enseignement. En restreignant le droit de grève des cheminots et des enseignants, il s'attaque aux secteurs qui étaient les plus mobilisés et les plus combatifs en 1995 et 2003, afin d'avoir les mains plus libres pour s'en prendre aux autres catégories de salariés du public comme du privé. Des annonces ont déjà été faites par ce gouvernement sur ses intentions d'élargir ces mesures par des négociations entreprise par entreprise. L'objectif étant d'affaiblir les salariés pour mieux faire passer ces attaques.

Une avalanche de mesures réactionnaires dirigées contre nos vies et nos droits

- Le « bouclier » fiscal, déjà mis en place, pour diminuer l'impôt des plus grandes fortunes coûtera 1,5 milliards d'euros à l'Etat et ne profitera qu'à

Tous ensemble, préparons la Riposte !

moins de 250 000 ménages. L'ensemble du paquet fiscal dont les salariés paieront la note coûtera entre 13 et 15 milliards d'euros, soit plus que le prétendu trou de la Sécurité Sociale ! Et c'est sans compter avec les exonérations de « charges » sociales dont bénéficieront les patrons.

Par contre, pas de coup de pouce au SMIC alors qu'il est annoncé dès septembre des augmentations sur le pain, le beurre, le lait, la viande, l'électricité et donc, une baisse supplémentaire de notre pouvoir d'achat.

Rappelons que depuis 2000 la baguette de pain a augmenté de 86%, la laitue de 118%, le café de 64%, le litre de lait de 183% le fuel pour chauffage de 72%, le beurre de 66%, le kilo de pommes de terres de 1781%.

- D'ici janvier 2008, le gouvernement veut mettre en place un contrat de travail unique ayant pour but de supprimer toute entrave au licenciement des salariés. Après que le gouvernement ait échoué sur le CPE, il cherche maintenant à imposer le CNE à tous et à nous rendre tous précaires.

- Il veut réécrire le code du Travail et supprimer les quelques textes qui protégeaient encore un peu les salariés.

Par contre, le gouvernement veut augmenter la protection des patrons

contre les procédures judiciaires et ils ne pourront donc plus être sanctionnés.

- Il veut donner plus de pouvoir aux patrons en privilégiant les accords de branches et d'entreprises au détriment des accords nationaux.

- Un fonctionnaire sur deux, soit 22700 salariés ne seront pas remplacés en 2008, en particulier dans l'enseignement. Là encore, ce sera le service public et les enfants des classes populaires qui paieront la note !

- La remise en cause des 35h alors que partout les patrons avaient déjà su imposer des accords d'annualisation et de flexibilité ainsi qu'une intensification des rythmes et des charges de travail.

- Il projette la suppression de l'obligation de repos le dimanche.

- Il attaque de nouveau nos retraites, avec le passage de 60 à 62 ans, voire 65 ans, le patronat et le gouvernement rêvant sans doute d'un pays où aucun âge de départ légal n'existe.



- Il veut fusionner l'ANPE et l'UNEDIC afin d'intensifier les radiations de chômeurs.

- Il a restreint l'accès aux soins par des déremboursements massifs et la mise en place d'une franchise sur les

dépenses de santé qui laissera 50€ supplémentaires par an à notre charge.

Rien à attendre non plus des discussions concernant les conditions de travail, puisqu'à l'Université d'été du MEDEF, lors d'un débat, le patronat a montré son mépris non seulement sur nos conditions de travail mais a également hué des médecins du travail et des psychologues venus donner un point de vue un peu proche des salariés. Dans un contexte où les conditions de vie au travail poussent certains d'entre nous à mettre fin à leurs jours, le patronat n'a pas peur d'afficher un cynisme des plus éhontés.

Face à ce gouvernement et au patronat à son service, il ne peut y avoir d'autre réponse que la riposte que nous devons préparer tous ensemble, en commençant par la manifestation de protestation contre Nicolas Sarkozy à l'occasion de sa visite à Mulhouse.

Rendez-vous :

**Place de la Réunion à
Mulhouse**

Jeudi 6 Septembre

12H30